

Assemblée générale annuelle de 2004 de la FCA

27 février, 8 h 30 – 10 h 30

Commandité par :

Scotiabank[®]

Résumé : Aperçu de l'atelier sur la santé financière des exploitations agricoles

Lors de cet atelier, les participants ont exploré les pressions financières qui pèsent sur les agriculteurs canadiens, en soulignant l'importance de la gestion des risques à la ferme pour améliorer la résilience financière. Pour ce faire, ils se sont basés sur les conclusions du rapport de la FCA sur la santé financière des exploitations agricoles, qui a abordé l'inflation, le coût élevé des intrants, les marchés des produits de base et les événements géopolitiques.

Panélistes :

- Heather Watson, directrice générale de Gestion agricole Canada.
- Warren Goodlet, directeur général, Direction de la recherche et de l'analyse, Agriculture et Agroalimentaire Canada.
- Meghan Macpherson, directrice et chef de groupe, Est du Canada, Agriculture canadienne, Banque Scotia.
- Kaylee Arnold, directrice du groupe des produits dérivés, Banque Scotia.

Principaux thèmes abordés :

Dynamique de l'économie et du marché

Impact de la pandémie : Les mesures de relance ont entraîné une inflation qui a nécessité une hausse des taux d'intérêt, actuellement de 5 %, le taux d'intérêt effectif pour les entreprises étant de 6,48 % (2024-02-23).

Défis liés à la main-d'œuvre : Difficulté à trouver et à garder des employés, les taux salariaux étant supérieurs au taux d'inflation.

Stratégies financières

Il est important de savoir que la situation actuelle où l'on a le choix entre des taux d'intérêt fixes et variables en attente d'une réduction des taux à partir du troisième trimestre de 2024 et d'une baisse espérée de 2 % d'ici 2025 affecte directement les exploitations agricoles, en particulier celles qui sont gérées par de nouveaux et jeunes entrants. Bien que des taux d'intérêt élevés puissent constituer la nouvelle normalité et que le fait d'opter pour des taux fixes puisse apporter une stabilité financière, cela ajoute une couche de complexité pour les agriculteurs qui sont déjà confrontés à toute une série de défis, allant de l'augmentation des coûts de

production au coût élevé de l'acquisition de terres. Le fait d'opter pour des taux fixes peut constituer un point d'ancrage financier indispensable dans ces eaux troubles, ce qui souligne l'importance d'une planification financière nuancée et de politiques de soutien pour améliorer les perspectives d'avenir du secteur et faciliter l'entrée réussie et la durabilité de la prochaine génération d'agriculteurs.

Santé financière du secteur

L'agroalimentaire contribue de manière significative à l'économie canadienne, puisqu'en 2022, on y trouvait 1 emploi sur 9 et qu'il a contribué 7 % du PIB. (L'**agriculture primaire** est définie comme le travail effectué dans les limites d'une ferme, d'une pépinière ou d'une serre - PIB : 36,3 milliards de dollars (1,8 %))

Tendances en matière de revenus et de productivité :

Le revenu net en espèces a augmenté en 2023, soit de 13,3 % par rapport à 2022, pour atteindre 24,8 milliards de dollars, mais il devrait chuter de 14,1 % en 2024 (27,8 % de plus que la moyenne quinquennale) pour s'établir à 21,3 milliards de dollars. La croissance des dépenses agricoles devrait continuer à ralentir en 2024 en raison de la baisse attendue des recettes des cultures.

Si l'examen du revenu net donne un aperçu actuel du flux de trésorerie du secteur et fournit des informations financières immédiates sur la liquidité dont disposent les producteurs pour le remboursement des dettes, l'investissement ou le retrait par le propriétaire, plusieurs variables sont absentes de l'équation, telles que la dépréciation.

L'amortissement n'est pas une dépense approuvée aux fins de détermination du revenu agricole, étant donné que les actifs achetés sont déclarés selon la comptabilité de caisse et comptabilisés au moment où ils sont encourus pour la première fois. Cependant, la prise en compte de l'amortissement donne une représentation plus nuancée de la santé financière à long terme et de ce que les agriculteurs prévoient pour leurs investissements futurs. Selon [Azam Nikzad, analyste de marché \(gouvernement de l'Alberta\)](#), les « coûts d'amortissement plus élevés sous-entendent une augmentation des coûts pour les bâtiments, les machines et les équipements, mais ils suggèrent également une augmentation des investissements dans ces actifs ».

En 2022, la dépréciation totale au Canada était de 10,1 milliards de dollars, dont 2,7 milliards pour les bâtiments et 7,4 milliards pour les machines. Bien que l'augmentation de la dépréciation laisse entrevoir la possibilité de nouveaux investissements et la diminution de la valeur d'un actif au fil du temps, cela nous ramène au [Rapport sur la santé financière des exploitations agricoles](#) dans lequel la FCA a examiné l'[Indice des prix des machines et du matériel \(IPMM\)](#), ce qui a révélé que la production végétale et animale avait l'indice de prix d'achat le plus élevé de tous les secteurs d'achat.

Gestion des risques et planification

On a fortement encouragé des évaluations régulières (recommandées tous les 6 mois) pour comprendre la durabilité opérationnelle et le contrôle des coûts. L'accent est mis sur les

liquidités, les flux de trésorerie et la nécessité de s'adapter à l'évolution des taux d'intérêt. L'inflation a des effets négatifs considérables sur les exploitations dont la trésorerie est limitée et sur les nouveaux agriculteurs, comme indiqué.

Défis et opportunités

Les exploitations agricoles canadiennes sont confrontées à une volatilité considérable qui a un impact direct sur leur bien-être financier, comme l'a soulevé Warren Goodlet dans sa présentation sur les perspectives globalement positives pour 2024, avec des risques potentiels susceptibles d'avoir un impact sur les producteurs.

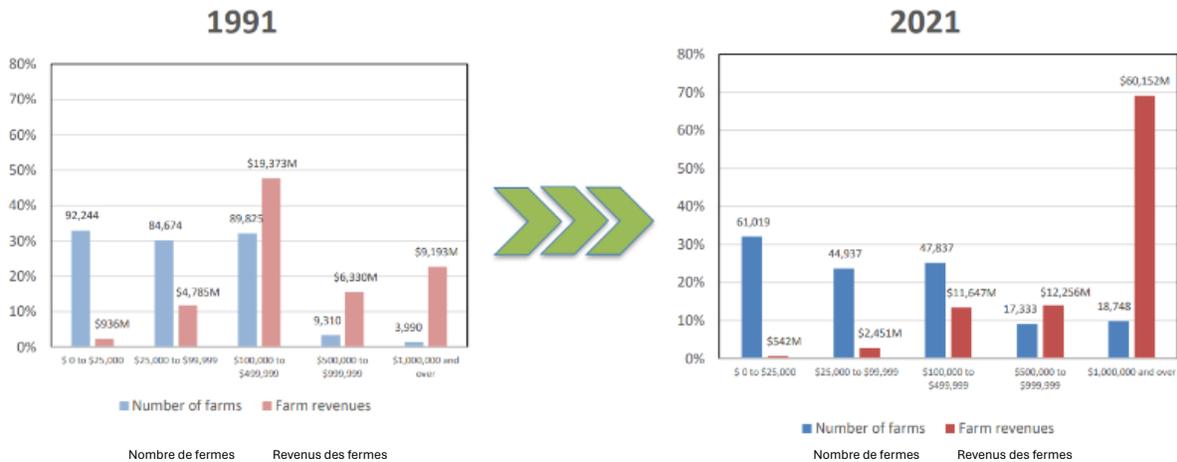
L'année à venir présente de nombreux risques, qu'il s'agisse des conditions de croissance, de l'instabilité climatique ou de phénomènes météorologiques extrêmes. Bien qu'il soit trop tôt pour savoir quelles seront les conditions de croissance pour 2024, d'après l'Outil de surveillance des sécheresses au Canada, la majeure partie de l'Ouest canadien souffre actuellement d'une certaine sécheresse et, conjugué aux récents événements météorologiques extrêmes (p. ex. incendies de forêt et inondations), les agriculteurs ne savent pas à quoi s'attendre. Les incertitudes environnementales nécessitent des investissements dans des mesures de résilience telles que les systèmes d'irrigation, les cultures résistantes au climat et les systèmes de refroidissement du bétail ([Rapport sur la santé financière des exploitations agricoles, 2023](#)). Bien qu'ils soient cruciaux pour la viabilité à long terme et l'alignement sur la Stratégie pour une agriculture durable du Canada, ces investissements détournent des ressources financières qui pourraient moderniser davantage les exploitations agricoles grâce à de nouveaux équipements et technologies, ce qui représente déjà un coût élevé pour le secteur.

Avec la forte hausse des taux d'intérêt et des charges salariales qui pèsent sur les finances, avec en toile de fond les tensions géopolitiques liées à la guerre en Russie et au conflit au Moyen-Orient qui entraînent des risques pour la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des conflits commerciaux et des épidémies de maladies animales, *les exploitations agricoles évoluent dans un paysage complexe de risques économiques et environnementaux qui menacent non seulement leur trésorerie, mais aussi leur capacité à investir dans la croissance future et la durabilité.*

La résilience :

Malgré une baisse prévue du revenu net en espèces, le secteur reste robuste, les revenus et la taille des exploitations augmentant au fil du temps. Bien que les rapports indiquent que le secteur agricole canadien reste solide, il est essentiel de reconnaître la disparité entre les exploitations, leurs revenus, leurs ratios financiers et les outils dont elles disposent à leur niveau d'exploitation. En 2021, la quasi-totalité des revenus agricoles canadiens a été générée par les 55 700 exploitations agricoles dont les revenus s'élèvent à 250 000 \$ ou plus. Les 10 % d'exploitations agricoles ayant des revenus supérieurs à 1 million de dollars représentaient à eux seuls 69 % du total des revenus agricoles. Alors que nous avançons dans un monde incertain, il est important de s'assurer que nous soutenons tous nos agriculteurs, car chaque exploitation est différente des autres.

Nombre de fermes et part des revenus, par catégorie de revenus (chiffres réels (dollars de 2020))



Santé mentale et planification des successions

Dans la communauté agricole, les pressions financières se mêlent à la santé mentale, en particulier lors de la planification de la succession, où l'écart entre les grandes et les petites exploitations est flagrant. Les grandes exploitations entreprennent généralement une planification plus structurée, avec des ressources allouées, et peuvent souvent attirer de jeunes talents. En revanche, les petites exploitations n'ont pas les mêmes capacités, sont soumises à des contraintes de ressources et sont généralement gérées par des générations plus anciennes, ce qui exacerbe le stress et l'incertitude. Il est clairement nécessaire de normaliser les discussions financières et le soutien au chapitre de la santé mentale dans les exploitations de toutes tailles, en favorisant un environnement où l'on encourage les exploitants à demander de l'aide et à discuter ouvertement de la succession, afin que la résilience du secteur soit renforcée par la stabilité financière et le bien-être psychologique.

Conclusion :

L'atelier sur la santé financière des exploitations agricoles a permis d'approfondir la myriade de défis auxquels sont confrontés les agriculteurs canadiens aujourd'hui et les opportunités qui s'offrent à eux. En combinant les plus récentes données du Rapport sur la santé financière des exploitations agricoles de la FCA avec des exposés d'experts, l'atelier a présenté les pressions économiques - de l'inflation galopante et du coût des intrants aux complexités des marchés des produits de base et aux tensions géopolitiques - qui façonnent les réalités quotidiennes de la production agricole.

Parmi les principaux enseignements tirés, on peut citer le besoin pressant de... :

1. Communauté - normaliser les conversations sur la planification financière et la planification de la succession,
2. Avoir une discussion nuancée sur la gestion stratégique des risques au niveau de l'exploitation,
3. Mener des évaluations régulières de la santé financière,
4. Prendre en charge les contraintes psychologiques que subissent les agriculteurs et la planification de la succession.